

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 206 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
p.li fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 156
du 10 au 23 sept. 1973
LE NUMERO :
0,80 F

Les leçons politiques du mouvement des ouvriers de Lip

Depuis plusieurs mois, ce que la « grande presse » a fini par appeler l'« affaire Lip » continue à faire la une des publications politiques. Ce mouvement est d'abord remarquable par sa durée, par la fermeté et la résolution des travailleurs, et par les moyens de pression (confiscation des stocks et de pièces nécessaires au fonctionnement des machines) qu'ils n'ont pas hésité à se donner ; mais il est surtout par son sens de protestation collective contre les conséquences inévitables du régime capitaliste, avec son cortège de chômage, de déqualification et de dévalorisation de la force de travail, les salariés osant exiger, en effectuant deux pikes successives, la primauté du travail vivant sur le capital. Ce conflit de caractère local et défensif au départ appelait, par son sens profond, à l'élargissement, et des grèves de solidarité ont montré la sensibilité de la classe ouvrière aux problèmes qu'il posait ; mais il a, de plus, pris un relief particulier d'abord par les leçons politiques qu'il impose la lecture des faits eux-mêmes, ensuite par l'agitation qui l'a entouré et qui a porté à l'ordre du jour des questions politiques de principe, touchant à la préparation révolutionnaire du prolétariat.

Pour tenter de donner une issue au conflit, l'Etat a finalement été obligé d'envoyer plusieurs milliers de CRS et de gendarmes dans une ville où les travailleurs des autres usines ont fait la démonstration qu'ils considéraient la lutte des ouvriers de Lip comme la leur, puis des centaines de CRS pour déloger de l'usine tout juste une dizaine d'« occupants ». Ce simple fait est en lui-même la démonstration que tout l'arsenal juridique mis en place par la bourgeoisie qui prétend faire jouer à l'Etat le rôle de société de bienfaisance vis-à-vis des victimes modernes du « Progrès » s'épuise extraordinairement vite devant les réactions provoquées par ce même « Progrès », c'est-à-dire en réalité par le mécanisme même du capital. Et ce ne sont pas les réformes qui manquent ! Il y a quelques mois, la presse bourgeoise faisait grand bruit de projets de loi destinés à prévenir les licenciements arbitraires. « Dans la recherche d'une société plus humaine, déclarait le préambule du projet, la sécurité de l'emploi revêt un caractère prioritaire. » La formation permanente, autre remède miracle, devait assurer « l'adaptation de la demande et de l'offre sur le marché du travail », alors que les lois de la concurrence entraînent même en période de « prospérité » l'élimination et la déqualification de nombreux ouvriers (300 à 600.000 licenciements par an en France, moyenne annuelle selon *Le Monde* du 22-5-73). Mais le projet, dans son article 4, ne pouvait faire autre chose que de laisser de côté le cas des « salariés qui font l'objet d'un licenciement collectif justifié par un motif économique », reconnaissant ainsi que les effets catastrophiques du capital pour les ouvriers sont inéluctables.

Les travailleurs de Lip, en osant revendiquer contre ces effets du capital une défense collective sur le terrain de la force, au mépris des mille et un remèdes réformistes par lesquels la bourgeoisie prétend soi-

gnier individuellement les prolétaires dont le capital met continuellement la chair à vif, ont obligé l'Etat à se montrer pour ce qu'il est : le défenseur armé de la bourgeoisie ; et l'ont obligé à dévoiler les « garanties légales » offertes contre les licenciements, la déqualification, etc... pour ce qu'elles sont : des pièges pour faire accepter aux travailleurs, avec une résignation chrétienne, leur sort d'esclaves du capital.

Il s'agit là d'un cinglant démenti à la politique réformiste (P.C.F. et C.G.T. en tête) qui vante ces « réformes » comme des « acquis » prolétariens, acquis dont la défense et l'élargissement constituent l'axe central du programme et de l'activité générale réformistes. Ainsi le rôle de l'opportunisme, qui salue dans le projet de loi sur les licenciements la fin du droit féodal (!) des patrons et place la démocratie bourgeoise au-dessus des classes, est bien celui de courroie de transmission de la bourgeoisie au sein du prolétariat, en échange de quelques miettes pour l'aristocratie ouvrière dont il est l'expression politique.

Si la classe capitaliste a éprouvé le besoin de réagir finalement avec une telle vigueur contre un mouvement défensif et localisé qui ne risque pas de porter atteinte à sa domination, on peut mesurer les gigantesques tâches que la guerre de classe imposera à la classe prolétarienne et à son avant-garde politique quand la situation historique, devenue révolutionnaire, les poussera non pas à la défense, mais à l'offensive, et non pas localement mais à l'échelle générale, visant cette fois le pilier même de la domination capitaliste, son pouvoir politique !

**

Le P.C.F. a bien « raison » quand il explique que les problèmes du chômage, de la déqualification, que l'ensemble des maux que le capitalisme inflige quotidiennement au prolétariat, n'ont pas de solution à l'inté-

rieur de l'entreprise. C'est vrai, mais cela ne réduit en rien l'importance des mouvements de résistance contre ces plaies, dont le résultat le plus important doit être la solidarité croissante des travailleurs contre le capital. Et Séguin lui aussi a formellement « raison » quand, dans sa récente lettre aux syndicalistes de la C.G.T., il met en garde contre la théorisation des luttes à Lip comme la voie de l'émancipation ouvrière. Quel aplomb « théorique » ! Et justement à propos d'un conflit qui met à nu la nature de l'Etat et l'utopie des recettes réformistes préconisées par le Programme commun — qui n'est rien d'autre que la somme de tous les « acquis » réformistes vantés comme solution de la « question sociale » ! Les « bons arguments » du P.C.F. et de la C.G.T. ne peuvent masquer le rôle contre-révolutionnaire de leur politique opportuniste.

Sans s'opposer, ni dans l'action, ni pour le fond, à cette direction réformiste classique, l'immédiatisme et tout particulièrement le P.S.U., a voulu faire,

(suite page 4)

Face à la répression contre les travailleurs immigrés, une seule arme, la lutte des classes !

Ce que la bourgeoisie de droite et de gauche appelle le « racisme » est, chez les travailleurs, le produit matériel de la concurrence entre différentes couches, toutes, mais inégalement, exploitées par le capital ; de la part de la bourgeoisie, c'est une arme qu'elle utilise en plus de la concurrence « naturelle » entre prolétaires suscitée par le capitalisme, pour opposer entre elles ces différentes couches et les détourner de la révolte contre le mode de production qui les écrase et contre l'Etat qui le défend. Cette forme particulière de la concurrence atteint son paroxysme dans les conditions de l'impérialisme, qui permet d'une part l'afflux dans les pays impérialistes développés d'un prolétariat démuné, et d'autre part la constitution d'une aristocratie ouvrière prête à se faire complice de sa propre bourgeoisie pour préserver ses maigres privilèges.

Le fait divers qui, à Marseille, a servi de prétexte à un début de pogrome contre les immigrés, a été préparé localement par les « chasses à l'arabe » et la motion du conseil municipal de Toulon, datée du 10 août 1973, « demandant instamment au gouvernement d'assurer un contrôle rigoureux de ces travailleurs étrangers », de « refouler tous ceux qui ne viennent dans notre pays que pour, sans contrepartie, abuser dans tous les domaines de la générosité française, entraînant des charges anormales pour les contribuables de notre cité », et surtout, — ce qui est exactement le programme de l'Etat et des « partis de gauche » — de « refuser la carte de séjour à ceux qui ne justifieraient pas d'un contrat de travail » et de « donner les moyens à des sociétés coopératives de réaliser des cités décentes pour les travailleurs étrangers ».

Le « socialiste » Defferre tient le même langage : il invoque un « seuil de tolérance » entre les communautés, et ne peut imaginer d'autre solution que l'intervention de l'Etat pour limiter les concentrations d'étrangers et assurer la sécurité.

(suite page 2)

CHILI : VOIE NATIONALE AU SOCIALISME OU RÉFORMISME BOURGEOIS ?

Les récents événements qui ont secoué le Chili viennent confirmer encore une fois la couardise de la démocratie petite-bourgeoise incarnée par l'Union Populaire, non pas, bien entendu, en regard des tâches de la révolution prolétarienne qu'elle n'a pas — et n'a jamais eu — pour but, mais face aux exigences politiques du nettoyage des scories du passé qui pèsent sur le développement économique et social d'un Chili écartelé entre les besoins impérieux de modernisation de sa structure productive et des forces sociales et politiques y faisant obstacle, épaulées par surcroît par des intérêts impérialistes. L'Union Populaire montre ainsi non seulement son caractère bourgeois, mais même son caractère pacifiste, légaliste et finalement girondin en tant que mouvement réformiste bourgeois.

Le Chili sert aujourd'hui à l'opportunisme pour remettre en cause la vision marxiste de la révolution à partir de son point central : la question du pouvoir politique.

Pour le marxisme, en effet, la lutte révolutionnaire du prolétariat exige la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature de classe.

Dans la prétendue « version chilienne de la révolution », nous serions par contre en train d'assister à un phénomène jamais rencontré dans l'histoire : la conquête progressive de l'Etat bourgeois. Ainsi, « l'expérience chilienne » serait la preuve de la validité historique du réformisme politique.

« La victoire obtenue n'est pas mince, écrit Corvalan dans *Les communistes dans la marche au socialisme* (Ed. Sociales), les partis de gauche ont conquis le gouvernement, c'est-à-dire une partie du pouvoir politique, (...) une fois conquis ce pouvoir exécutif des conditions meilleures seraient créées pour transformer cet instrument de domination des classes réactionnaires en instrument de libération de notre peuple » (c'est nous qui soulignons).

Il s'agirait donc d'arracher à la bourgeoisie morceau par morceau le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire puis d'instaurer l'Etat prolétarien dans la légalité au moyen de réformes de la constitution en se fondant sur l'appui de la majorité. « La réalité chilienne permet de changer la constitution dans la légalité au moyen du plébiscite » (Allende, *Entretiens*).

Ainsi se verrait infirmée la critique marxiste selon laquelle l'Etat est l'instrument d'une classe dont la force repose sur l'armée, la police, l'énorme appareil bureaucratique et judiciaire, et vérifiée la théorie bourgeoise selon laquelle l'Etat fonde son pouvoir sur la volonté démocratique de l'ensemble des citoyens. Ainsi l'Etat et le droit ne seraient pas les outils parfaitement adaptés à la défense d'un mode de production devant nécessairement être détruits avec lui, mais auraient bien pour fonction naturelle de défendre la volonté de la majorité.

Des conditions nouvelles, nationales — la possibilité de rassembler de vastes majorités — et internationales — la constitution d'un fort « bloc communiste » —, auraient

rendu possible, d'après les opportunistes du Chili et d'ailleurs, le renversement de la bourgeoisie sans utiliser la lutte armée. Il n'en reste pas moins vrai que sur la question de doctrine concernant l'Etat et celle de principe concernant la dictature du prolétariat, ils divergent radicalement du marxisme dont ils se réclament, de près ou de loin.

Le courant historique auquel ils se rattachent est en réalité l'opportunisme réformiste qui dès sa naissance opposait à la vision catastrophiste des marxistes la possibilité d'un progrès continu du capitalisme vers le socialisme par l'approfondissement de la démocratie (la conquête du suffrage universel) et l'extension du capital (le progrès économique). Cette perspective se retrouve intégralement dans les deux thèmes qui sont le fondement des « voies nouvelles » de l'opportunisme : celui de la coexistence pacifique, qui affirme que la victoire du socialisme vient au terme du développement de la production et des échanges mercantiles entre les Etats ; celui du passage pacifique au socialisme par la réalisation de la « vraie » démocratie, par opposition à la démocratie imparfaite de la bourgeoisie, comme si la forme démocratique de l'Etat n'était pas liée à sa nature de classe et condamnée à disparaître avec lui.

Le réformisme soutenait que l'accession du prolétariat au pouvoir serait non pas la condition mais le résultat des transformations de la société. Le programme de

(Suite page 2.)

CHILI : VOIE NATIONALE AU SOCIALISME OU RÉFORMISME BOURGEOIS ?

(Suite de la page 1)

L'Union Populaire ne dit pas autre chose : « Grâce à la nationalisation des entreprises impérialistes, grâce aux autres mesures anti-oligarchiques, le secteur public de l'économie s'accroîtra considérablement et du même coup le pouvoir du nouvel Etat » (Corvalan, op. cit.). Il n'est pas jusqu'à la perspective de transformation socialiste de l'économie par le développement d'un secteur nationalisé qui n'ait été déjà promue par Louis Blanc, puis par P. Brousse (cf. *Le Proletaire* n° 132 : Les nationalisations dans la perspective du P.C.F.).

Quant aux différents critiques de gauche qui prétendent se placer sur le terrain du marxisme et voudraient opposer aux voies pacifiques celles de la violence, ils sont, nous allons le voir, en parfaite convergence avec l'opportunisme de droite qu'ils prétendent combattre.

C'est la même position, qui consiste à couvrir l'opportunisme sur la gauche, qu'on retrouve au Chili et ailleurs chez tous ces groupes (les trotskistes de l'O.C.I., de Rouge, les maoïstes, le P.S.U., et au Chili le M.I.R. et l'aile gauche du parti socialiste), qui ont reconnu d'un commun accord dans l'avènement de l'Unité Populaire un pas en avant vers la Révolution prolétarienne.

Le M.I.R., par exemple, après avoir fait campagne pour l'abstention, a accueilli la victoire d'Allende par une auto-critique publique où il reconnaissait « avoir surestimé la force politico-tactique que la droite opposerait à la gauche en cas de victoire, et sous-évalué les possibilités tactiques de la gauche ». Dès cet instant, il s'est assigné pour tâche de soutenir le gouvernement, allant même jusqu'à constituer la garde personnelle d'Allende avec ses propres militants. « Nous soutenons que la victoire électorale de la gauche représente pour le peuple un pas immense sur le chemin de la conquête du pouvoir, qu'elle favorise objectivement le développement d'une voie révolutionnaire » (El M.I.R. y el resultado electoral, 13-10-70).

A ce soutien matériel correspond une conception de la révolution commune à ces divers mouvements, qui caractérise l'opportunisme du centre et rejoint fondamentalement celle de l'opportunisme de droite.

Selon eux, en effet, l'instauration définitive du pouvoir du prolé-

riat serait précédée d'une phase transitoire pendant laquelle celui-ci prendrait graduellement en mains le pouvoir et effectuerait les premières transformations socialistes. Ces transformations graduelles se manifesteraient d'une part sur le terrain politique : c'est le gouvernement ouvrier, gouvernement intermédiaire qui n'est déjà plus la dictature de la bourgeoisie ; et d'autre part sur le terrain économique : c'est le contrôle ouvrier pour les uns, l'autogestion pour les autres.

De l'opportunisme de droite, cette vision reprend le **gradualisme**, puisqu'elle fait intervenir une période de transition entre l'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien, et finalement le **réformisme**, puisque, comme lui, elle considère l'accession du prolétariat au pouvoir comme le résultat de transformations préalables de l'économie et de l'Etat bourgeois. Elle en reprend également le **pacifisme** puisque la lutte armée y a pour rôle essentiel de **défendre** ces prétendues « conquêtes » contre la résistance de la bourgeoisie.

Les critiques faites à l'U.P. se réfèrent justement à ce processus intermédiaire, qu'elle freinerait un peu pour les uns, beaucoup pour les autres, voire « bloquerait » totalement (voir l'O.C.I.).

L'histoire n'a jamais tardé à faire justice des mythes réformistes : à l'épreuve des heurts violents entre les classes et les Etats, les opportunistes de droite et du centre se sont inmanquablement retrouvés contre le prolétariat ; ainsi Louis Blanc à Versailles contre la Commune ; ainsi les héritiers de Brousse et de Berstein contre la révolution russe et dans la guerre impérialiste où ils furent rejoints par les partis dégénérés de la II^e Internationale qui s'était progressivement alignée sur le réformisme. L'histoire nous a également montré le rôle complémentaire qu'a joué le centrisme — notamment Kautsky et les Indépendants allemands, les maximalistes en Italie — pour paralyser les énergies révolutionnaires du prolétariat.

Nous allons voir qu'il n'y a au Chili aucune condition nouvelle ou spécifique susceptible de remettre en cause cette expérience historique ; au contraire on ne saurait y trouver que la confirmation des lois générales qui constituent le corps de thèses du marxisme.

La montée du capitalisme chilien

Lors de la désagrégation de l'empire espagnol, s'ouvre pour le Chili une phase caractérisée par le développement de l'économie exportatrice de matières premières, produits agricoles et produits miniers sur la base du système de division internationale du travail qui se crée au 19^e siècle autour du pôle industriel de l'Angleterre. La pénétration de l'impérialisme anglais s'effectue progressivement au moyen des prêts accordés aux entrepreneurs, de l'endettement de l'Etat et enfin par l'accaparement direct des richesses minières. C'est ainsi qu'à la fin du 19^e siècle le Chili est devenu une semi-colonie de l'Angleterre, principal consommateur de matières premières et fournisseur quasi exclusif en produits manufacturés, détenteur enfin de la majorité des actions de salpêtre, alors la ressource essentielle du Chili. Au 20^e siècle, les U.S.A. évincent l'Angleterre et contrôlent l'exploitation du cuivre passé au premier plan de la production.

La mainmise de l'impérialisme sur l'économie chilienne ne rencontra pas alors de résistance notable. Au Chili, en effet, s'était développé un capital commercial et minier, mais le capital industriel était inexistant. Les bourgeoisies

minières et commerciales ainsi que les grands propriétaires fonciers, classes essentiellement libre-échangistes, n'avaient pas d'intérêt fondamentalement divergent de celui de l'impérialisme. Le pouvoir de l'Etat exprime pendant cette période une véritable alliance entre les classes exportatrices et l'impérialisme britannique. C'est au 20^e siècle et plus particulièrement après la première guerre mondiale qu'on assiste à la naissance d'un capital industriel chilien, conséquence nécessaire de l'élargissement du marché, des infrastructures et de l'accumulation de capital dans les autres secteurs. Avec lui apparaît une bourgeoisie industrielle aux intérêts souvent divergents de ceux de l'impérialisme et des autres fractions bourgeoises.

La succession des grandes crises du capitalisme mondial, catastrophiques pour l'économie chilienne exportatrice, et la nécessité d'y faire face par des mesures radicales de sauvetage, portent au pouvoir des gouvernements de compromis entre les différentes fractions bourgeoises et les propriétaires fonciers, au travers desquels on voit se manifester les intérêts du capital industriel naissant.

La première guerre mondiale provoquera la chute définitive de la production de salpêtre concurrencé par le nitrate synthétique allemand. La crise de 29 frappe durement l'économie chilienne qui se débat au milieu des difficultés consécutives à la première crise, en provoquant l'effondrement de la production du cuivre, ce qui paralyse l'économie, jette des centaines de milliers d'ouvriers au chômage et entraîne la banqueroute de l'Etat qui suspend le paiement de la dette extérieure. Les divers gouvernements, Alessandri en 1920, Ibanez et Montero en 1930, de même que le gouvernement Aguirre Cerla de Front Populaire en 36, auront en commun la même politique, imposée par la situation : réduction des importations, élévation de barrières douanières, contrôle du commerce extérieur, instauration d'une politique de substitution des importations, d'aide et de subvention aux industries locales.

On voit alors s'accélérer le développement de l'industrie dont le taux de croissance entre 1938 et 1958 atteint 226 % alors que ceux de la production minière et agricole sont respectivement de 21 % et 33 % pendant la même période ; autre signe, le déplacement vers le secteur industriel des investissements étrangers qui n'y représentaient qu'une part de 6,3 % en 1929, mais atteignent 31 % en 1951 (chiffres de la C.E.P.A.L.).

Les luttes politiques pour le contrôle du pouvoir d'Etat qui opposent aux forces traditionnelles des partisans du « laisser faire », les forces de changements pour l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture, laissent cependant apparaître des modifications dans les rapports de forces entre les classes dominantes. Ainsi parallèlement au déclin de la production agricole (exportatrice au début du siècle, importatrice à partir de 1945), l'influence des propriétaires fonciers sur le pouvoir d'Etat ne cesse de décroître ; ainsi, par exemple, lors de la mise en application de la réforme agraire de Frei, les propriétaires fonciers, qui ont reçu la dénomination significative de « momios » (momies), n'ont d'autre ressource que de s'organiser en garde blanche pour s'affronter aux paysans et aux fonctionnaires, démontrant de cette façon qu'ils n'ont plus en main le contrôle direct sur l'Etat puisqu'ils doivent défendre leurs intérêts en dehors de lui.

Cependant, les obstacles que rencontre le capital chilien sur la voie de sa croissance réclament des mesures plus radicales. L'industrie, en effet, s'est développée essentiellement dans le secteur des biens de consommation et son développement déjà handicapé par les faibles possibilités d'investissement se heurte à l'absence d'une industrie lourde, d'où la nécessité, pour importer des biens d'équipement, d'accroître les ressources en devises qui sont essentiellement représentées par l'exportation du cuivre (85 % des rentrées de devises sous le gouvernement démocrate chrétien). Le recours aux prêts et aux investissements de capitaux étrangers a, ces deux dernières années, multiplié la dette extérieure par quatre. On comprend donc l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie chilienne de s'appropriier, au moyen de la nationalisation des mines de cuivre, la totalité de la rente minière dont elle ne récupérait qu'une infime partie.

La deuxième mesure qui s'impose à la bourgeoisie est la réforme agraire. L'agriculture est en effet devenue incapable de nourrir la population, et la nécessité d'importer des produits alimentaires est un facteur de plus qui grève l'économie. Sur l'agriculture porte en effet le poids de formes de productions archaïques responsables de sa faible productivité. C'est le complexe latifundio-minifundio, qui en 1959 représentait plus de la moitié des exploitations de l'ensemble du pays, 65 % des terres arables. Il s'agit là de grands domaines exploités selon un système arriéré et dont la main-d'œuvre, les *inquillos*, reçoit, en échange du travail fourni, le droit de cultiver une petite parcelle (le minifundio) et un salaire souvent en nature, pratiquement virtuel.

Fréquemment l'inquilino se soustrait au travail obligatoire sur le latifundio pour se consacrer à l'exploitation de sa parcelle en fournissant un remplaçant auquel il paye un salaire complémentaire. C'est donc là une sorte de tribut qu'il fournit contre le droit de cultiver son lopin d'ailleurs le plus souvent intégré au latifundio.

A côté de cette forme des plus arriérées, puisqu'elle maintient des relations de dépendance personnelle, existent toutes les formes correspondant au fermage, métayage, ainsi qu'une masse misérable de travailleurs sans terre — 35 % de la main-d'œuvre dans la zone centrale —, les *voluntarios* qui vivent sur le minifundio et travaillent épisodiquement sur le grand domaine et les *afuerinos* qui louent leurs bras à la journée.

Bien que détenant 88 % des terres de la région centrale, les latifundios ne fournissaient en 1959 que les 2/3 de la production. Quant au minifundio, son exigüité même le rend peu productif et il suffit à peine à nourrir la population qui vit sur lui.

Au moment de l'accession d'Allende au gouvernement, le Chili se présente donc comme un pays de capitalisme arriéré où la bourgeoisie est poussée à prendre un certain nombre de mesures nécessaires au développement du capital national : protéger l'industrie et se donner des atouts pour l'industrialisation (nationalisation des mi-

nes, centralisation du crédit, etc.), moderniser la structure agraire. Ces mesures qui, nous allons le voir, ont été largement amorcées par les gouvernements précédents, le gouvernement de Frei en particulier, représentent des tâches générales que toute la bourgeoisie industrielle doit accepter pour remplir son rôle historique. Pour le marxisme, le Chili se caractérise donc comme étant dans le stade où la bourgeoisie n'est pas encore unifiée et où ses différentes fractions se livrent encore des luttes pour le contrôle de l'appareil d'Etat.

Dans l'Europe d'après 1871, les marxistes s'opposaient aux opportunistes qui prétendaient que la constitution de blocs et alliances parlementaires pouvaient représenter des exigences de la lutte pour l'émancipation prolétarienne. Ils ne niaient pas la lutte pour balayer les restes des modes de production enterrés par l'Histoire, tout en défendant farouchement l'autonomie politique du prolétariat par rapport à l'Etat bourgeois.

Le programme de l'Unité Populaire la place à droite de l'opportunisme le plus droitier, celui de Millerand, stigmatisé par la II^e Internationale puisqu'il prétend émanciper le prolétariat non seulement en participant au gouvernement bourgeois (comme le fit Millerand) mais en prenant sa direction avec l'appui d'une fraction de la classe bourgeoise.

(Article à suivre.)

Face à la répression contre les travailleurs immigrés...

(Suite de la page 1)

Le P.C.F. et la C.G.T. n'ont pu faire autrement que de décommander la manifestation pour la « protection » des *traminots*, dont le sens objectif ne pouvait être que l'appel à une répression accrue sur les travailleurs immigrés, allant dans le sens des mesures de contrôle politique comme la circulaire Fontanet ou le projet Gorse. Mais leurs positions politiques générales et leur action ne peuvent qu'alimenter ces réactions racistes qu'ils réprouvent platoniquement. « Qu'il y ait un problème de l'immigration, qui pourrait le nier ? », écrit L'Humanité du 27-8-73. « Mais il est intolérable de lier ainsi l'un à l'autre. Et plus scandaleux encore est le fait de voir aujourd'hui hurler contre l'immigration sauvage ceux qui ont tout fait pour l'encourager en d'autres temps ». Quelle différence avec Le Figaro, organe de la bourgeoisie française consciente de ses intérêts généraux de classe, qui remarque : « On peut déplorer une certaine imprévoyance de la politique d'immigration, une trop forte proportion de travailleurs étrangers dans les grandes agglomérations industrielles ; l'insuffisance des structures d'accueil pour permettre une vie décente. Il ne faudrait pas pour autant prendre le prétexte d'un fait divers pour se livrer à des manifestations purement racistes » ?

La seule façon de « lutter contre le racisme » est d'organiser la lutte commune de tous les prolétaires sur la base de leurs intérêts de classe contre l'exploitation qui frappe en priorité les couches ouvrières les plus démunies, quelle que soit la couleur de leur peau et leur estampille nationale. En réclamant à grands cris de l'Etat bourgeois la réglementation de l'immigration dans le respect de l'intérêt national (voir son projet de loi de 1967 et la « Charte de l'immigration » mise au point par la C.G.T. et la C.F.D.T.), et en détournant vers l'appel à l'impuissante opinion publique la résistance des ouvriers immigrés contre la circulaire Fontanet, qui, bien qu'embryonnaire, se plaçait sur un terrain de classe, l'opportunisme contribue à livrer désarmés les ouvriers étrangers aux coups non seulement de la « droite extrémiste », mais de l'Etat bourgeois lui-même.

On ne combat pas l'oppression des travailleurs immigrés par l'appel aux bons sentiments de toutes les couches sociales. On la combat dans une lutte matérielle contre l'Etat et ses mesures de division, inséparable de la lutte contre l'opportunisme ; on la combat dans une lutte contre toutes les entraves à l'unification du prolétariat et à la constitution de sa force de classe, seule capable à son tour d'obtenir, par la destruction de l'Etat du capital, la fin d'une exploitation dont aucune « loi anti-raciste » bourgeoise ne pourra supprimer ni les causes ni les effets.

✱

Une grève des travailleurs immigrés d'une grande ampleur vient de déferler sur la région marseillaise. C'est une manifestation de protestation et de révolte contre la répression policière et les attentats racistes dont elle s'est accompagnée. Ce mouvement n'a pas seulement été dénoncé par les autorités algériennes qui, de façon naturelle, sont la main dans la main avec l'Etat français contre les travailleurs. Il a été également stigmatisé par l'Union Départementale C.G.T. : « Certains groupuscules essaient d'entraîner les immigrés à des actions qui les isoleraient... » (Le Monde du 5-9-73).

Est-il meilleure démonstration que la défense des travailleurs ne peut se faire que sur le terrain de la force et que ceux qui prétendent donner comme armes à la lutte prolétarienne celles de la mythologie démocratique ne font que la trahir ?

PROGRAMME COMMUNISTE N° 59

Sommaire

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats ?
 - Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins.
 - Appendice : discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.
- Le numéro : 5 F. Commandes au « Proletaire ».

Normes générales d'orientation en matière d'organisation

Quand, en 1949, nous avons republié dans notre bimensuel en langue italienne, *Il Programma Comunista*, les statuts du Parti Communiste d'Italie, 1921, le texte proprement dit était précédé d'une introduction visant à réaffirmer le caractère instrumental de ces statuts et à les situer dans la vision exacte des rapports internes, de nature éminemment dialectique, qui caractérisent le parti révolutionnaire de classe, et que nous définissons par le terme de « centralisme organique ». C'est cette introduction qu'on lira ci-dessous.

Qu'il existe ou non un règlement codifié (et pour nous ce règlement n'aura jamais un caractère définitif et absolu), ce qui importe, c'est que tous les militants soient conscients des principes qui l'inspirent, car ces principes, eux, sont invariants : ils conditionnent le bon fonctionnement de l'organisation et son unité dans l'espace et dans le temps, et sont contraignants pour tous les organes, les réseaux et les fonctions différenciés qui forment le parti et dont l'intégration complète (et non la mise sur le même plan) constitue la condition même de son existence.

Ce texte que nous soumettons à l'attention des camarades pour qu'ils le méditent, est le meilleur commentaire final à la série Tactique et organisation sont inséparables des principes (publiée dans les numéros 150 à 153 du *Proletaire*) où nous nous sommes efforcés de reprendre les points fondamentaux de notre conception des problèmes d'organisation en suivant le fil continu de la tradition marxiste.

Les Statuts et les Règlements du Parti et de ses Fédérations et Sections constituent l'ensemble pratiquement indispensable des règles constantes de fonctionnement, de liaison et de coordination qui régissent la vie de l'organisation. Par rapport aux buts historiques et sociaux du Parti ces règles n'ont qu'un caractère instrumental. Pour les fixer et éventuellement les modifier, on ne peut se référer aux règles analogues d'autres organismes comme l'Etat ou les parlements démocratiques car, selon la conception même du Parti Communiste, il n'y a pas de principes et de critères constitutionnels fondamentaux communs à différentes classes sociales, ces principes et ces critères n'étant pas indépendants de la lutte propre à chacune de ces classes dans les différentes phases historiques.

Le parti n'est pas un conglomerat d'atomes équivalents, mais un organisme réel qui naît de déterminations et d'exigences sociales et historiques, avec des réseaux, des organes et des centres différenciés en vue de l'accomplissement de ses différentes tâches. C'est le bon rapport entre ces exigences réelles et la meilleure fonction qui aboutit à une bonne organisation, et non l'inverse.

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 16 (30 août 1973) de :

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- Au moins une confirmation à tirer d'Allende : la nécessité de la violence et de la terreur.
- Pacifisme guerrier.
- La Gauche et la résolution du Congrès de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.
- « Service collectif » ou « Au service du capital ».
- Les méthodes du syndicat et l'arme de la grève.
- Capitalisme et agriculture.
- Le nationalisme en Yougoslavie.
- L'Eglise et le monde moderne (c'est-à-dire bourgeois).
- Réunions de parti.

Au sommaire de son supplément syndical :

IL SINDACATO ROSSO

- Les « Cent Jours » de l'opportunisme syndical.
- Monde du travail.
- Syndicats ouvriers ou consortiums capitalistes ?
- Les « îlots de montages » : nouveaux habits pour une exploitation ancienne.

Le sommaire du N° 15 du 2 août 1973 était le suivant :

- Vertu de la démocratie ! - Opportunisme et militarisme - Normes générales d'orientation en matière d'organisation - Les jeunes veuves ultra-gauches du « camarade Secchia » - Détruire l'Etat bourgeois ou « transformer la société civile ? » - Crise monétaire et spéculation - Science et organisation à la mesure du... capital - Marx sur la « question agraire » - Fastes de l'historiographie de la Résistance.

Abonnement annuel *Il Programma Comunista - Sindacato Rosso* : 20 F. Commandes au « *Proletaire* ».

Par conséquent, l'adoption et l'emploi général ou partiel du critère de consultation et de délibération sur une base numérique et majoritaire, même quand il est inscrit (comme en 1921) dans les statuts ou dans la pratique, constitue un simple moyen et ne revêt aucun caractère de principe.

Les bases de l'organisation du Parti ne peuvent pas dériver de critères propres à d'autres classes et à d'autres dominations

historiques, comme l'obéissance hiérarchique de la piétaille envers les chefs de tous rangs dans les organismes militaires ou théocratiques pré-bourgeois, ou la souveraineté abstraite des électeurs de base déléguée à des assemblées représentatives et des comités exécutifs caractéristiques de la fiction juridique propre au monde capitaliste, car une tâche essentielle de la révolution prolétarienne et communiste est précisément de critiquer et détruire de telles organisations.

Le rapport correct, au niveau des fonctions, entre les organes centraux et les organes de base ne repose pas sur des schémas constitutionnels mais sur tout le développement dialectique de la lutte historique de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Ce qui constitue la base fondamentale de ces rapports, c'est, d'une part, le développement continu, ininterrompu et cohérent de la théorie du parti en tant qu'appréciation du déroulement de la société actuelle et définition des tâches de la classe qui lutte pour la détruire, et d'autre part, le lien international entre les prolétaires révolutionnaires de tous les pays qui constituent une communauté de buts et de combat.

Les organisations périphériques du parti et tous ses mem-

bres sont tenus dans la pratique du mouvement à ne pas prendre, de leur propre initiative, de façon locale et contingente, des décisions d'action qui ne proviendraient pas des organes centraux, et de ne pas donner aux problèmes tactiques des solutions différentes de celles que soutient le parti. De même, les organes de direction, les organes centraux ne peuvent ni ne doivent, dans les décisions et les communications théoriques, modifier les moyens d'action tactique sous prétexte que la situation présenterait des aspects inattendus ou non prévus dans les perspectives du parti.

En l'absence de ces deux processus réciproques et complémentaires, les recours aux statuts ne servent à rien : ce qui se produit au contraire, ce sont ces crises dont l'histoire du mouvement ouvrier montre tant d'exemples.

Par conséquent, le parti, qui requiert la participation de tous ses membres au processus continu d'élaboration consistant à analyser les événements et les faits sociaux et à mettre au point les tâches et les méthodes d'action les plus appropriées, et qui réalise cette participation de la meilleure façon possible aussi bien à l'aide d'organes spécifiques que de réunions générales périodiques, ne permet

absolument pas que dans son sein des groupes d'adhérents puissent se constituer en organisations et fractions distinctes, et qu'ils accomplissent leur propre travail d'analyse et de participation au moyen de réseaux de liaison, de coordination et de divulgation interne ou externe différents de l'organisation unitaire du parti.

Le parti considère la formation de fractions et la lutte entre les fractions au sein d'une organisation politique comme un processus historique que les communistes ont trouvé utile et ont appliqué au moment où s'était produite une dégénérescence irrémédiable des vieux partis et de leurs directions, et où un parti ayant les caractères et les fonctions révolutionnaires n'existait plus. Une fois que ce parti s'est formé et qu'il agit, il ne contient pas en son sein de fraction idéologiquement distinctes et encore moins organisées, il n'admet que des adhésions individuelles par l'intermédiaire des formations de base, et il n'applique pas la méthode qui consiste à former des organisations, déclarées ou occultes, au sein d'autres partis politiques, car il considère que toutes ces situations sont anormales et contredisent le caractère étroitement unitaire de la lutte communiste.

Marx sur la question agraire

La page peu connue de Marx que nous publions ici, et qui semble une synthèse anticipée de la brochure d'Engels de 1894 La question paysanne en France et en Allemagne, est tirée du cahier de commentaires au livre *Etat et Anarchie* de Bakounine rédigé par Marx en 1875.

En réponse à la sempiternelle question bakouninienne : « Si le prolétariat est la classe dominante, sur qui exercera-t-il sa domination ? », elle commence en revendiquant la nécessité pour le prolétariat, tant que d'autres classes continuent d'exister, tant qu'il est lui-même encore une classe et que les conditions économiques qui sont à la base de l'existence des classes et de la lutte des classes n'ont pas encore disparu, de se servir « de moyens violents, et donc étatiques » — en somme de la dictature et de la terreur — pour accélérer le processus de transformation en direction du communisme.

Elle examine ensuite les deux éventualités : ou bien le petit cultivateur propriétaire fera obstacle à la révolution prolétarienne — et dans ce cas la violence de classe devra nécessairement s'abattre sur lui comme sur la grande bourgeoisie ; ou bien, sans faire la moindre concession à ses préjugés et à ses illusions, le prolétariat victorieux pourra l'amener graduellement au travail associé, par des mesures destinées à favoriser le passage de la propriété et gestion privées à la propriété et gestion collectives, mais aptes en même temps à assurer au petit producteur des conditions de vie moins intolérables que celles dont il souffre aujourd'hui, et donc de le convaincre par la force persuasive des avantages économiques immédiats de la supériorité d'une économie collective rationnelle — et dans ce cas les « interventions despo-

« Nous avons déjà exprimé notre profonde aversion [écrit Bakounine] pour la théorie de Lassalle et de Marx [comme on voit, le confusionnisme est une maladie chronique des Bakounine et compagnie : on fourre les théories de Marx et de Lassalle dans le même sac !] qui recommandent aux ouvriers, sinon comme idéal suprême, du moins comme prochain objectif principal, la création d'un Etat populaire qui, d'après leur propre expression, ne sera rien d'autre que le prolétariat « organisé en classe dominante ». On se demande : si le prolétariat devient la classe dominante, sur qui exercera-t-il sa domination ? Cela signifie qu'il restera encore un autre prolétariat qui sera soumis à cette nouvelle domination, à ce nouvel Etat. »

Cela signifie [commente Marx] que, tant que les autres classes existent encore, et spécialement la classe capitaliste, tant que le prolétariat lutte contre elle (car ses ennemis et la vieille organisation de la société n'ont pas disparu du fait qu'il a le pouvoir et gouverne), il doit user de moyens violents, c'est-à-dire de moyens étatiques ; il est lui-même encore une classe et les conditions sur lesquelles repose la lutte des classes et l'existence des classes n'ont pas

encore disparu, mais doivent être éliminées ou transformées par la violence, le processus de leur transformation doit être accéléré par la violence.

« Par exemple [poursuit Bakounine] les paysans ordinaires, la plèbe paysanne dont on sait qu'elle (ne jouit pas) de la sympathie des marxistes et qui se trouve au plus bas niveau culturel, sera probablement gouvernée par le prolétariat urbain et industriel. »

C'est-à-dire [explique Marx] que là où existe une masse de paysans propriétaires privés, là où ils forment même une majorité plus ou moins importante comme dans tous les Etats de l'Europe occidentale continentale, là où ils n'ont pas disparu, comme en Angleterre, pour être remplacés par des salariés agricoles, les cas suivants se présentent : ou bien le paysan empêche et fait échouer toute révolution ouvrière, comme il l'a fait jusqu'ici en France ; ou bien le prolétariat (car le paysan propriétaire ne fait pas partie du prolétariat, et même là où de par sa condition il en ferait partie, il est convaincu de ne pas en faire partie) devra prendre des mesures gouvernementales qui améliorent la condition immédiate du paysan et donc le gagnent à la révolution ;

tiques » de la dictature n'auront pas besoin de peser trop durement sur lui.

Dans la conclusion Marx met le doigt sur une plaie aussi vieille que difficile à guérir : la confusion entre les rythmes de la révolution politique et ceux de la transformation économique, nécessairement graduelle, par laquelle elle se prolonge ; et d'autre part, précisément parce qu'on ignore leurs aspects économiques, la mise sur le même plan et la comparaison en termes de radicalité de toutes les révolutions possibles dans l'espace et dans le temps. Pour l'anarchiste (et pour celui qui l'est en fait tout en s'appelant communiste), le fondement de la révolution sociale ne réside pas dans les conditions économiques, mais dans la volonté. Pour nous, c'est évidemment l'inverse. Et, de même que la révolution prolétarienne ne peut pas ignorer le fait objectif de l'existence d'une petite entreprise paysanne, qu'elle ne peut pas « balayer » d'un coup mais doit absorber graduellement dans la communauté productrice du travail associé, de même, dans les pays à économie précapitaliste — et c'est à ceux-là, justement, que Bakounine se réfère puisqu'il parle de la Russie, futur protagoniste des batailles révolutionnaires du prolétariat à la tête de millions et de millions de paysans — dans ces pays, la révolution nécessairement double ne peut pas sauter à sa guise par-dessus le fait objectif de la prédominance de l'économie agraire, des classes paysannes, et de la nécessité pour le prolétariat d'assumer face à elles des tâches qui ne sont pas les siennes propres.

Les passages entre guillemets et en italiques sont de Bakounine, le reste est le commentaire de Marx, sauf nos remarques qui sont entre crochets.

des mesures qui cependant contiennent en germe et facilitent le passage de la propriété privée du sol à la propriété collective, de sorte que, sur le terrain économique, le paysan arrive de lui-même à cette conclusion ; mais le prolétariat ne doit pas heurter le paysan de front, en proclamant par exemple l'abolition du droit d'héritage ou l'abolition de sa propriété ; cette dernière mesure n'est possible que là où le fermier capitaliste a évincé le paysan, et où le véritable travailleur de la terre est un prolétaire, un ouvrier salarié au même titre que le prolétaire urbain, qui a donc les mêmes intérêts, immédiats et non seulement futurs, que lui ; mais il faut encore moins renforcer la propriété parcelleuse en l'agrandissant par l'annexion des grandes propriétés aux parcelles paysannes, comme le prévoit le plan de campagne de la révolution bakouniniste.

« Ou bien [dit encore Bakounine], si on considère la question du point de vue national, on reconnaîtra qu'aux yeux des Allemands, les Slaves devront, pour la même raison, être aussi totalement asservis au prolétariat allemand victorieux que celui-ci l'est maintenant à sa bourgeoisie. »

Anerie d'écolier [s'exclame

Marx ! Une révolution sociale radicale est liée à certaines conditions historiques du développement économique. Elle n'est possible que là où, par suite du développement de la production capitaliste, le prolétariat industriel occupe une position notable dans la masse du peuple. Et pour avoir la moindre chance de vaincre, le prolétariat doit être au moins capable de faire immédiatement pour les paysans ce que, mutatis mutandis, la bourgeoisie française a fait pour les paysans français lors de sa révolution. Belle idée, selon laquelle la domination du travail impliquerait l'oppression du travail agricole ! Mais la pensée la plus intime de M. Bakounine se révèle ici. Il ne comprend absolument rien à la révolution sociale ; il n'en retient que les phrases politiques, et ignore superbement ses conditions économiques. Et, puisque toutes les formes économiques, développées ou non développées, qui ont existé jusqu'à présent impliquaient l'asservissement du travailleur (sous la forme de l'ouvrier salarié, ou du paysan, etc), il croit que dans toutes les formes une même révolution uniformément radicale est possible. [...] Sa révolution sociale n'a pas pour base les conditions économiques, mais la volonté.

Les leçons politiques du mouvement des ouvriers de Lip

(suite de la page 1)

lui, de « l'affaire Lip », l'illustration de sa stratégie révolutionnaire. Le P.S.U., dont le Manifeste arbore dès son titre « Contrôler aujourd'hui pour autogérer demain » les insignes d'un *gradualisme* combattu depuis plus d'un demi-siècle par le marxisme, célèbre le mouvement comme un « premier pas », un « apport qualitatif nouveau pour l'ensemble du mouvement ouvrier » (Rocard, dans *Le Monde* du 23-8-73). En faisant de la lutte de Besançon une question de principe, le P.S.U. dévoile le fond véritable de son prétendu extrémisme. Dans l'article du *Monde* déjà cité, Rocard déclare : « Yves le Foll, au nom du P.S.U., a déposé une proposition de loi (...) dont il faut rappeler les principes essentiels : reprise de Lip sans démantèlement ni licenciements par une régie nationale, sous le contrôle des travailleurs, pendant le temps nécessaire à la remise sur pied de l'activité de l'entreprise sur des bases saines ; après ce temps (trois ans par exemple) les travailleurs seront invités à faire connaître leur choix sur les formes d'organisation sous lesquelles se continuera la société. Alors, et alors seulement, une prise de position sur les structures futures de Lip sera possible ».

Ainsi le « contrôle d'aujourd'hui », présenté comme un objectif permettant de déblayer les voies de la révolution et de la disparition de l'Etat capitaliste, est devenu dans la réalité et de façon grotesque, la prière à l'Etat bourgeois de financer l'entreprise qui assurerait aux travailleurs de Lip les conditions de l'autogestion. Ces « extrémistes » demandent à l'Etat qu'ils prétendent abattre de se charger de leur fournir les conditions pour préparer la révolution !

★

On a évoqué de divers côtés à propos de Lip, l'exemple des grèves de Turin de 1920, où les travailleurs réalisèrent une « vraie » gestion de leur production, suivant l'orientation politique de l'Ordine Nuovo qui est à la base de nombreuses théorisations immédiatistes actuelles de la révolution socialiste.

Plus d'un courant a rappelé les limites de ce type d'expérience réalisée sous la domination de l'Etat capitaliste : « Même si la bourgeoisie tolérerait durablement une telle expérience, les travailleurs de l'usine se trouveraient confrontés à la logique même du système (rentabilité, débouchés, financement) » (Rouge, du 23 juin 1973).

Mais de telles critiques ne sont nullement suffisantes. Car elles peuvent être compatibles avec l'affirmation politique du besoin de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière comme le moyen de défendre des expériences autogestionnaires ou une autogestion généralisée des entreprises : donc compatibles avec un programme qui présenterait la conquête du pouvoir comme l'aboutissement d'un mouvement où les ouvriers prendraient en main, morceau par morceau, la production capitaliste. On tomberait ainsi encore une fois dans le *gradualisme* qui est le fond commun de tous les opportunistes.

Or, ce que le mouvement de Turin en 1920 a bien montré, et que la Gauche Communiste avait souligné à ce moment-là, c'est que le maintien du pouvoir politique de la bourgeoisie n'est nullement incompatible avec la tendance qui mène à un contrôle de la production de la part des travailleurs. Plus encore, le mouvement de Turin a montré que la bourgeoisie « avancée » ou « éclairée » (sur ses intérêts généraux de classe...) peut bien accepter le contrôle comme manœuvre réformiste, comme un appât qui détourne et paralyse l'action révolutionnaire du prolétariat contre le pouvoir politique de la classe capitaliste. Pour détourner le prolétariat de ce combat politique, la bourgeoisie italienne en 1920 laissa le prolétariat disposer temporairement de la production et l'Etat, pendant ce temps, attendait que le mouvement s'épuise !

Dans une toute autre situation historique, aujourd'hui, certains bourgeois savent aussi se montrer compréhensifs. Fin juin encore, Ph. Poncelet, le Secrétaire d'Etat à l'emploi, se refusait à condamner la vente directe des montres, et Edgar Faure déclarait au *Monde*, le 27-6-73, qu'« une théorie générale du droit (...) permet, quand une affaire est à l'abandon, de la gérer, si on le fait honnêtement, et c'est le cas ».

Dans une situation de grands cataclysmes sociaux, là où elle existe, la tendance prolétarienne au contrôle de la production montre — comme ce fut le cas en Italie — le besoin des travailleurs d'aller au-delà d'une lutte défensive contre les effets

du capital et au-delà du système de la propriété capitaliste. Dans ces conditions, « c'est une tâche des communistes d'utiliser aussi la tendance prolétarienne à la conquête du contrôle, en la dirigeant contre la cible centrale, le pouvoir d'Etat du capitalisme » (La grève de Turin, dans *Il Soviet* du 25-1920). Mais ils ne pourront jamais présenter la conquête du pouvoir comme l'aboutissement de cette tendance, car leur programme ne vise nullement à l'addition fédérative des gestions ouvrières dans chaque entreprise, mais à l'intervention despotique contre les lois du marché et à la gestion centrale de l'économie, qui exigent durant une longue phase de lutte la dictature centralisée du prolétariat sur la société.

« Le contrôle ouvrier n'est concevable que lorsque le pouvoir est passé aux mains du prolétariat. En tout cas, dans la mesure où ce contrôle est exercé par les conseils d'usine, il ne peut constituer le pivot du processus communiste. (...) L'Etat communiste le considérera comme un des facteurs de fonctionnement des usines, subordonné à l'intérêt général de la classe productive et de la révolution, représenté par les organes centraux économiques et politiques du régime soviétique. » (La grève de Turin, article cité.)

C'est pourquoi le pouvoir prolétarien devra même dans certaines situations, comme ce fut le cas dans la révolution russe, contrer les tendances localistes et corporatistes qui peuvent, sous le drapeau de l'autogestion ou du contrôle, s'opposer aux besoins généraux du prolétariat et de sa dictature.

En fait, présenter la conquête du pouvoir par le prolétariat comme la conséquence de la conquête généralisée des entreprises, revient à affirmer, comme Gramsci et les ordonovistes des années 20 ou les divers conseillistes, que la base de la dictature du prolétariat devra être le réseau des conseils d'usine, et non pas les organes qui, comme par exemple les Soviets déjà conquis à la direction du parti communiste, ont été des organes territoriaux, qui se plaçaient non pas sur le terrain de la catégorie, de la profession et de leurs intérêts limités, mais sur le terrain général de l'organisation de la violence révolutionnaire et de la terreur.

Des illusions néfastes de ce genre, alimentées par les mille et une variantes de l'immédiatisme, qui rabaisse la lutte de classe (lutte politique, donc) à l'amalgame général des luttes de catégories, ont déjà paralysé dans le passé les efforts généraux mais confus des prolétaires : elles ont été, sont et seront des entraves dans la préparation de la révolution et dans la révolution elle-même.

Cette préparation de la révolution n'est pas une préparation intellectuelle et technique (et pourquoi pas morale ?) à recueillir et à « mériter » l'héritage d'un patronat défaillant. Cela, c'est la vision culturaliste des ordonovistes qui rejoint le pire réformisme gradualiste, vision que l'on retrouve chez tous ceux qui, comme Rocard, tirent de l'affaire Lip la leçon que « la responsabilité, l'imagination, la sérieux des travailleurs de Lip ont montré que ces derniers étaient capables de faire tourner une entreprise » (Le Monde du 23-8-73). Cette leçon est d'ailleurs reprise en chœur par de nombreux courants politiques (notamment *Lutte Ouvrière*, *Rouge*, *L'Humanité Rouge*...).

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Voilà plusieurs siècles que la classe ouvrière assure par son travail la reproduction de l'économie capitaliste, et il faudrait encore qu'elle « prouve » (à qui ?) ses capacités techniques ! S'il est vrai que certaines compétences techniques reviennent à des corps sociaux différenciés, à des couches sociales bourgeoises ou para-bourgeoises, la tâche du prolétariat n'est pas d'acquiescer individuellement ces compétences, mais d'utiliser ces capacités en contraignant si nécessaire les éléments qui les possèdent à remplir ces fonctions au profit cette fois de la révolution, au moyen de la salubre crainte que sa terreur exercera sur eux.

★

La portée générale de « l'affaire Lip » n'est pas à chercher dans la préparation technique et culturelle du prolétariat. Elle est à chercher dans sa portée politique.

Ces luttes, même limitées, offrent un champ d'expériences fécondes à l'action politique générale du mouvement communiste. C'est cette action qui est la condition de la constitution du prolétariat en classe (et donc en parti), seul préalable subjectif

à la révolution. Dans une situation révolutionnaire, le mouvement communiste pourra — en plus — intégrer d'innombrables ruisseaux de luttes partielles en un torrent qui contribuera au renversement du pouvoir de la classe capitaliste.

De même que la préparation révolutionnaire n'est pas et ne peut pas être — comme le rappelle avec une magnifique clarté le *Que Faire ?* de Lénine, et comme l'a toujours revendiqué notre courant — le résultat spontané des luttes immédiates, des luttes de catégories pour des intérêts contingents et limités, de même la révolution n'est pas et ne peut pas être seulement l'addition et la résultante de toutes les forces engagées par les prolétaires contre leurs patrons respectifs.

La révolution est un fait politique, mené par un organe politique, seul capable de dépasser les innombrables intérêts particuliers et de subordonner les actions isolées à la préparation pour atteindre les objectifs généraux de l'insurrection et de la dictature.

Il n'existe pas de voie plus courte et plus directe. Il n'y a pas d'autre voie de la révolution prolétarienne.

QUAND LES BONZES DISENT LA VÉRITÉ... AUX BOURGEOIS !

A la veille de ce que les journalistes appellent la « rentrée sociale » (!), il est coutume d'interroger les leaders des centrales syndicales sur leurs « intentions ».

C'est ainsi qu'Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a accordé une longue interview au *Figaro* (le 21-8), dans laquelle il définit l'attitude de la C.G.T. pour les mois qui viennent.

Comme on s'en doute, ses déclarations ne font que réaffirmer l'orientation politique de la C.G.T., celle de la collaboration de classe. Mais Krasucki profite de l'occasion pour donner à la bourgeoisie quelques apaisements.

Quand le journaliste l'accuse de manquer de réalisme : « Vous voulez détruire le régime actuel » (!), Krasucki s'empresse de répondre : « Changer la société est un objectif très réaliste... il faut en même temps défendre l'intérêt des travailleurs et pour cela utiliser la négociation de préférence ; l'action, si la négociation ne permet pas d'aboutir à des résultats satisfaisants ».

Ainsi les prolétaires n'ont pas à se faire de souci, changer la société est tout à fait possible : il suffit pour cela d'additionner les 51 % de voix aux élections. Pour la défense des intérêts immédiats, la C.G.T. ira négocier et si cela ne marche pas, elle appellera à débrayer quelques heures... ou à faire une minute de silence.

Seulement voilà : aller négocier les mains vides ne sert à rien. Pour arracher ne serait-ce qu'une petite augmentation de salaire, il faut lutter, parfois très durement, et c'est seulement à ce moment que le patron « négocie » puis cède tout ou partie selon le rapport de forces. Voilà le B-A BA de la lutte revendicative et économique qui continuera tant que le capitalisme existera. C'est un fait que cette lutte ne trouve sa pleine efficacité que si elle a pour résultat « l'union grandissante des travailleurs » pour leur émancipation révolutionnaire, tandis que l'orientation qui lui est donnée par le réformisme l'entrave, au mépris des intérêts historiques aussi bien que quotidiens du prolétariat dans son ensemble.

Quant au « changement de société » vu par Krasucki, il s'agit de celui qui est décrit dans le « programme commun » et dont il affirme qu'il ne manquera pas de se réaliser : « Le régime du patronat est condamné, ce dernier finalement disparaîtra... nous n'y pouvons rien ».

On pourrait ajouter que le « régime du patronat » ne risque pas de tomber tout seul, et surtout pas

grâce à des directions politiques et syndicales prisonnières de la tradition de soumission servile aux besoins du patronat et de l'Etat, tradition qui s'est exprimée dans ce pays à grande échelle en 1936, 1945-47, 1968, mais qui se manifeste également dans tous les conflits locaux et quotidiens. Par exemple, dans la récente grève de Pechiney-Noguères, la seule activité des bonzes syndicaux n'a-t-elle pas été de tenter de préserver l'« outil de travail » pour finalement s'engager dans le protocole d'accord, à le faire respecter à l'avenir — résultat salué comme il le fallait par la bourgeoisie ? D'ailleurs Krasucki n'hésite pas à rappeler ses bons et loyaux services au patronat : « On a bien vu en 1968 ce que représentaient l'autorité de la C.G.T. et M. Ceyrac ne l'a pas contestée ».

Pour en revenir au fameux « changement de société », le journaliste du *Figaro* pose la question suivante : « Vous voulez supprimer le capitalisme monopoliste d'Etat et vous voulez le remplacer par un socialisme monopoliste d'Etat. Alors, à la base, pour le travailleur, qu'est-ce qu'il y aura de changé ? ». (Voici maintenant que les bourgeois se préoccupent de la « base » des travailleurs... Quelle sollicitude !) Et Krasucki de dire : « Je peux évidemment répondre à cette question, mais il ne me semble pas que ce soit notre sujet ».

Evidemment, ce n'était pas son sujet : au *Figaro* — que lisent peu d'ouvriers — il s'agit de donner des garanties d'ordre à la bourgeoisie... en la suppliant de ne pas oublier de donner en contrepartie quelques miettes à l'aristocratie ouvrière. Mais *Le Figaro* n'est pas *La Vie ouvrière* où l'on doit dire beaucoup de choses sur les « perspectives » puisqu'il s'agit de faire croire à l'ensemble de la classe ouvrière qu'elle doit abandonner — non seulement pour le présent mais pour toujours — ses exigences politiques propres et les sacrifices à celles d'intérêts corporatifs et prétendument démocratiques !

Retrouver la voie de classe ne sera pas facile, mais il est sûr que dans ce but la lutte contre le capitalisme est inséparable du combat contre le réformisme, véritable agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE LA CONSCIENCE

« D'une manière générale, camarades, qu'est-ce que la conscience ? C'est la chose la plus paresseuse, bien que ce soit le psychisme humain. Les subjectivistes — nos socialistes-révolutionnaires — considéraient que tout était dû par la conscience. Cela est faux. Si vraiment la conscience des hommes était un facteur de progrès, il n'y aurait eu ni cette guerre, ni ces humiliations, ni ces crimes... Si la conscience faisait progresser les hommes, ils l'auraient compris depuis longtemps et auraient envoyé au diable les classes dominantes. Pourquoi cela ne s'est-il pas fait ? Parce qu'en fait la conscience est le facteur le plus paresseux de toute l'histoire. Il faut que les faits matériels extérieurs poussent, frappent les peuples et les classes dans le dos, sur le cou, sur les tempes, pour que cette damnée conscience se réveille enfin et se mette à clopiner derrière les faits. »

Trotsky, « A la garde de la révolution mondiale » (1918) - Ecrits militaires, p. 441.

« A propos du fameux problème de la conscience, il est faux que la série des déterminations soit : causes économiques déterminantes — conscience de classe — action de classe. »

Le déroulement est inverse : causes économiques déterminantes — action de classe — conscience de classe. La conscience de classe vient à la fin, et de façon générale, après la victoire décisive (...).

« La clef de notre système réside justement dans le fait que ce n'est pas l'individu que nous considérons comme le siège de cette clarification (...). Ce rôle revient au contraire non à des groupes d'individus supérieurs envoyés pour le bien de l'humanité, mais à un organisme, à un mécanisme différencié au sein de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus et les élevant à une fonction qui, sans ce complexe de relations, n'aurait pas été possible. Cet organisme (...) c'est le parti, qui dans une certaine mesure détermine la classe face à elle-même et la rend capable de faire son histoire. »

« Force, violence, dictature dans la lutte de classe », pp. 46 à 48.

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les N.M.P.P.